

Journal du Yémen

Dossier

N° 15 du 06.07.2011

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Iran" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_yemenites.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire.

Tiré à part

Le président yéménite Saleh réapparaît

1 Brèves

1-1 La CIA construit une base secrète au Moyen-Orient.

2 Dossier

2-1 Maha Salem : Le président Ali Abdallah Saleh s'agrippe encore au pouvoir

3 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

3-1 Le Yémen... la prochaine guerre américaine.

3-2 Manlio Dinucci : Drones et réseaux ombre : La guerre secrète d'Obama.

3 3 Bill Van Auken : Les guerres sans fin de Washington.

4 Annexe

4-1 Chérif BOUDELAL : Ben Laden est mort pour la dixième fois !

4-2 Chronologie de quatre mois de manifestations.

4-3 Chronologie des événements clés depuis le 18 mai.

4-4 Quatre mois de protestations politiques n'ont pas réussi à forcer le président Saleh à démissionner

Tiré à part

Le président yéménite Saleh réapparaît

Hospitalisé en Arabie saoudite depuis l'attaque de son palais il y a plus d'un mois, Ali Abdallah Saleh est apparu gravement brûlé jeudi à la télévision.

Le visage brûlé, recouvert de bandages, le président yéménite Ali Abdallah Saleh est apparu jeudi à la télévision pour la première fois depuis son hospitalisation il y a plus d'un mois, appelant au dialogue mais sans faire mention de son retour au pays.

Ses partisans ont tiré en l'air en signe de joie dans de nombreuses villes pour célébrer son apparition, alors que des feux d'artifice illuminaient le ciel de Sanaa.

Une personne a été tuée par une balle perdue, selon une source hospitalière dans la capitale yéménite.

Ali Abdallah Saleh, 69 ans, blessé dans une attaque à la bombe contre son palais à Sanaa le 3 juin et hospitalisé dès le lendemain en Arabie saoudite, était quasiment méconnaissable, la tête recouverte d'un keffieh rouge et blanc et des bandages entourant sa poitrine sous sa chemise blanche et ses mains.

Le chef de l'Etat a affirmé dans une déclaration de quelques minutes, diffusée par la télévision officielle yéménite, avoir subi "avec succès plus de huit interventions chirurgicales en raison de brûlures".

Il a ajouté que les principaux dignitaires blessés dans l'attaque et hospitalisés également à Ryad, dont le Premier ministre Ali Mohammed Moujavar, avaient également subi des opérations, sans préciser leur état de santé.

Ali Abdallah Saleh a appelé en termes généraux "au dialogue" au Yémen et s'est déclaré en faveur "de la participation de toutes les forces (à la vie politique) dans le cadre de la loi et de la constitution" mais n'a pas fait mention d'un éventuel retour dans son pays, ni de son intention de démissionner.

Au pouvoir depuis 33 ans, le président a affirmé soutenir "les efforts" de son vice-président Abd Rabbo Mansour Hadi visant à parvenir à "une entente politique".

Abd Rabbo Mansour Hadi assure de facto l'intérim mais n'a pas été désigné officiellement par Saleh pour diriger le pays en son absence. Le fils aîné du président et ses proches continuent de contrôler une partie de l'armée et des organes de sécurité.

L'opposition réclame la mise en place d'un conseil intérimaire pour empêcher un retour du président.

«Sud, révolte-toi»

Ce dernier a été blessé dans l'explosion d'une bombe dans la mosquée du palais présidentiel à Sanaa où il se trouvait, alors que la contestation contre son régime, entamée en janvier, avait atteint son paroxysme.

Son absence prolongée avait donné lieu à diverses spéculations sur son état de santé. Fin juin, un diplomate yéménite à Ryad avait affirmé à l'AFP que l'état de santé du président ne lui permettait pas d'apparaître à la télévision.

Une révolte populaire (...) lancée en janvier contre Saleh, qui refusait de quitter le pouvoir, avait dégénéré en mai en combats armés sanglants entre les forces fidèles au président et celles d'un puissant chef tribal.

Les violences avaient atteint un pic avec des combats à l'arme lourde entre groupes rivaux et l'attaque du palais présidentiel.

Le discours du président a été diffusé à la veille des traditionnels rassemblements organisés chaque vendredi à Sanaa par les opposants et les partisans du régime et devrait galvaniser ces derniers. Il intervient également à la date anniversaire de l'entrée des troupes nordistes à Aden, ex-capitale du sud-Yémen le 7 juillet 1994, pour écraser une tentative de sécession des sudistes.

Des milliers de partisans du mouvement sudiste séparatiste ont manifesté à Aden jeudi pour réclamer la sécession du Sud, selon le correspondant de l'AFP sur place.

"Sud, révolte-toi", "Mon pays est le Sud et sa capitale est Aden", ont-ils scandé. Des manifestations similaires se sont déroulées dans d'autres provinces du sud.

Les habitants du sud se disent victimes de discrimination de la part de Sanaa depuis l'unification en 1990. Une éphémère tentative de sécession en mai 1994 a été écrasée deux mois plus tard.

(Source AFP)

08/07/2011

<http://www.liberation.fr/monde/01012347866-le-president-yemenite-saleh-reapparaît?xtor=EPR-450206>

1 Brèves

1-1 La CIA construit une base secrète au Moyen-Orient.

Des média américains font état de la construction par La CIA (Agence Centrale de Renseignement) d'une base aérienne secrète au Moyen-Orient, une base qui servirait à lancer des attaques téléguidées contre les terroristes opérant au Yémen. L'agence Associated Press, qui a été la première à rapporter le projet de construction, cite des officiels américains non identifiés, qui déclarent que la base, située dans un lieu secret, pourrait commencer à fonctionner vers la fin de cette année. La construction de cette base aérienne survient à un moment où le gouvernement américain est de plus en plus préoccupé par la présence du groupe Al-Qaïda dans la péninsule Arabique, qui est basé au Yémen. Le gouvernement du Yémen a autorisé certaines opérations militaires américaines dans le pays et, maintenant, il permet des frappes beaucoup plus étendues contre les militants présumés d'al-Qaïda. Les Etats-Unis lancent souvent des frappes téléguidées au Pakistan, bien que Washington ne l'ait pas admis publiquement.

16/06/2011

IRIB

2 Dossier

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage le point de vue de l'auteur mais doit être vu comme information.

2-1 Maha Salem : Le président Ali Abdallah Saleh s'agrippe encore au pouvoir malgré (...) les pressions incessantes de la communauté internationale pour une transition politique.

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage le point de vue de l'auteur mais doit être vu comme information

La situation est de plus en plus grave.

Le Yémen est ébranlé par une rébellion au nord, des demandes séparatistes au sud et la menace d'Al-Qaëda à l'est.

Les généraux opposés à Ali Abdallah Saleh accusent le président yéménite d'avoir livré une province du sud aux groupes armés afin d'agiter l'épouvantail d'Al-Qaëda et de continuer à bénéficier d'un soutien international. Ils accusent Saleh de vouloir « scinder l'armée yéménite » et appellent les unités encore fidèles au chef de l'Etat à rallier la contestation. Des éléments armés qui seraient liés à Al-Qaëda ont pris le contrôle de Zinjibar, principale ville de la province sudiste d'Abyane, à l'issue de combats avec les forces gouvernementales ayant fait 18 morts. Dans un communiqué, ces officiers, dont le général Ali Mohsen Al-Ahmar, rallié à la contestation de mars dernier, accusent le chef de l'Etat d'avoir livré la province d'Abyane aux groupes terroristes armés.

Avis partagé par l'opposition parlementaire. Dans un communiqué, le Forum commun, coalition de l'opposition, a accusé le président Saleh d'avoir « livré Zinjibar aux groupes armés qu'il a formés et armés, afin de continuer à utiliser l'épouvantail d'Al-Qaëda pour effrayer la communauté internationale. C'est un complot criminel de Ali Abdallah Saleh qui doit partir immédiatement », assure le communiqué.

Faisant la sourde oreille, M. Saleh, qui refuse de démissionner malgré une vague de contestation populaire contre son régime, avait affirmé, la semaine dernière, que le réseau d'Al-Qaëda, bien implanté dans le sud du Yémen, gagnerait en puissance après son départ. Une déclaration qui inquiète la communauté internationale. Cette dernière renforce sa pression sur le président Saleh pour accepter le plan des monarchies du Golfe après 33 ans à la tête du Yémen. Quant aux pays du G8, ils ont au terme de leur sommet, pressé le président yéménite à « respecter ses engagements » en faveur d'une transition démocratique, selon la déclaration finale du sommet. Selon ce dernier, le G8 a apporté son soutien aux efforts des monarchies du Golfe et à un processus inclusif qui doit permettre des réformes politiques et sociales au Yémen et conduire à une transition pacifique et ordonnée. De son côté, le haut commissariat des Nations-Unies pour les droits de l'homme a dit craindre que les autorités yéménites ne plongent le pays dans « une guerre civile en réprimant dans le sang des manifestations pacifiques ». D'un autre côté, la contestation populaire à M. Saleh a pris un nouveau tournant avec les premiers combats armés dans la capitale yéménite entre troupes fidèles au chef d'Etat et partisans d'un des plus puissants chefs tribaux du pays, Sadek Al-Ahmar, chef de la tribu des Hached. Ces affrontements ont fait en trois jours au moins 44 morts, selon des sources des deux camps. Selon des sources tribales, les combats opposent la Garde nationale à des membres de la tribu d'Arhab, dirigée par l'influent chef islamiste, cheikh Abdel-Majid Zendani, accusé par Washington de soutenir le terrorisme. Les partisans du cheikh Ahmar, devenu la bête noire du régime depuis qu'il s'est rallié à la contestation de mars dernier, ont pu prendre le contrôle du siège de l'agence de presse officielle qui a toutefois continué à diffuser des informations officielles. Ils ont aussi pris le contrôle de la compagnie aérienne nationale Yemenia, selon un haut responsable. Les tribus avaient commencé à basculer dans l'opposition en février dernier. Face à la recrudescence des violences, de nombreux habitants ont fui la capitale où se multiplient les coupures d'électricité et d'eau. Sauver l'économie

Sur la place de l'Université, épice de la contestation lancée fin janvier dernier, des manifestants qui campaient en permanence depuis des mois ont voulu se joindre aux partisans du cheikh Ahmar. Les combats ont été provoqués par les partisans de M. Saleh, qui a choisi la fuite en avant, après avoir refusé de signer un plan de sortie de crise proposé par les monarchies arabes du Golfe. « Le président yéménite s'accroche bec et ongles au pouvoir. Il ne veut pas céder et il tente de gagner du temps en laissant le chaos et la violence planer sur le pays. Il croit que les monarchies arabes vont changer le plan pour qu'il reste en poste », explique Ibrahim Abdel-Qader, analyste au Centre des Etudes Politiques et Stratégiques (CEPS) d'Al-Ahram. Le plan du CCG prévoit la formation par les opposants d'un cabinet de réconciliation et la démission un mois plus tard de Saleh en échange de l'immunité pour lui et ses proches, puis la tenue d'une élection présidentielle dans les 60 jours.

Les pays du Golfe voulaient sauver l'économie du pays paralysée complètement après trois mois de manifestations contre le régime et une crise politique, sans espoir d'issue rapide. Certains analystes prévoient un effondrement de l'économie du Yémen si la situation perdure. Les protestations à travers le pays paralysent l'activité économique,

creusent le déficit budgétaire et empêchent une aide extérieure. L'effet est visible avec la diminution de l'approvisionnement en produits pétroliers après le sabotage, en avril dernier, par des hommes armés des tribus du sud d'un oléoduc, causant selon les spécialistes des pertes de 300 à 400 millions de dollars par mois. Déjà, la crise économique était l'une des raisons qui ont poussé les Yéménites à descendre dans la rue.

Quelque 40 % des 23 millions de Yéménites vivent avec moins de 2 dollars par jour et le tiers souffre de malnutrition, selon les organismes économiques internationaux.

Maha Salem

01-06

<http://hebdo.ahram.org.eg/arab/ahram/2011/6/1/leve0.htm>

3 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

3-1 Le Yémen... la prochaine guerre américaine.

Accusé d'avoir tenté de faire exploser le vol du 25 décembre 2009 reliant Amsterdam à Détroit avec une bombe qu'il avait dissimulée à l'embarquement, le Nigérian Abdulmutallab, arrêté par les autorités américaines a avoué que ladite mission lui avait été confiée par Al-Qaïda pour la péninsule arabique (AQPA), basée au Yémen. C'est ainsi que le Yémen est devenu la nouvelle cible contre le terrorisme états-unien. Géopolitiquement parlant, le Yémen est un pays qui partage l'un des goulots d'étranglement stratégiques du trafic mondial de pétrole, le Détroit de Bab El- Mendab sur le golfe d'Aden avec l'Erythrée et Djibouti. En outre, le Département de l'énergie à Washington a, en 2006, rapporté qu'un volume d'environ 3,3 millions de barils de pétrole transitait chaque jour par cette étroite voie navigable vers l'Europe, les USA et l'Asie. Selon le journaliste du quotidien britannique « The Independent », Robert fisk, « un prétexte pour une militarisation par les Etats-Unis et l'OTAN des eaux entourant Bab El Mendab serait l'occasion pour Washington de prendre un nouvel avantage dans sa poursuite du contrôle des sept goulots d'étranglement pétrolier les plus essentiels dans le monde, ce qui représente une part importante de toute future stratégie états-unienne destinée à priver de leur approvisionnement en pétrole la Chine, l'Union européenne ou toute autre région ou pays s'opposant à la politique US ». Dans ce pays, les bassins de Masila et de Shabwa recèlent, d'après les compagnies pétrolières internationales de potentielles, « découvertes de premier choix ». Notons, sur ce dernier point, que la société française « Total » ainsi que d'autres compagnies internationales sont engagées dans le développement de la production pétrolière yéménite.

AQPA et le rôle américain dans l'islamisation yéménite

Le Yémen borde également un autre pays ayant aussi défrayé la chronique à savoir la Somalie. Dans une analyse publiée récemment sur le réseau voltaire, M. Engdahl affirme que « profitant des actes de piraterie en Somalie et des annonces faites à propos de la réémergence de la menace d'Al-Qaïda depuis le Yémen, les Etats-Unis visent à militariser l'une des voies d'acheminement de pétrole les plus vitales. Plus encore, les réserves de pétrole non exploitées au Yémen et en Arabie saoudite seraient les plus importants au monde ». Pour ce qui est de l'islamisation de ce pays, il convient de rappeler que le Yémen était, durant la guerre froide, divisé en deux parties, le Sud (la République démocratique populaire du Yémen) faisait partie de la carte politique de l'ancienne union soviétique et le Nord (la République arabe du Yémen) appartenait au clan américain. Afin de peser face à l'héritage marxiste du Parti socialiste du Sud Yémen, les salafistes yéménites et d'autres djihadistes ont été favorisés pour l'unification du Yémen. « Avant 1990, Washington et le Royaume d'Arabie saoudite soutenaient et apportaient leur aide à Saleh dans sa politique d'islamisation; ils faisaient alors le pari de contenir les ambitions communistes du Sud Yémen », explique l'expert américain.

A.B.

08/05/2011

http://www.lemidi-dz.com/index.php?operation=voir_article&date_article=2011-05-08&id_article=evenement@art10@2011-05-08

3-2 Manlio Dinucci : Drones et réseaux ombre : La guerre secrète d'Obama.

Tandis que les raids aériens sur la Libye se montent actuellement à un total de 11.500 et que le secrétaire général de l'OTAN, Rasmussen, demande aux alliés davantage de dépenses militaire et un plus grand engagement dans la guerre, la guerre se propage dans la région moyen-orientale et nord-africaine en des formes moins visibles mais non moins dangereuses, ouvrant continuellement de nouveaux fronts. La Cia -d'après un fonctionnaire de l'agence d'espionnage étasunienne cité par le New York Times- est en train de construire une base secrète au Moyen-Orient pour lancer des attaques au Yémen avec des drones armés. Ce sont des Predator/Reaper (déjà en action en Afghanistan, Pakistan et Libye), armés de 14 missiles Hellfire et télécommandés depuis une base au Nevada, à plus de 10mille kilomètres de distance.

Depuis qu'il est entré en fonction, « le président Obama a drastiquement augmenté la campagne de bombardement de la Cia au Pakistan, en utilisant des drones armés », ceux-là même qui seront utilisés pour « étendre la guerre au Yémen ».

L'administration les considère « comme l'arme préférée pour prendre en chasse et tuer des militants dans des pays où n'est pas praticable une grosse présence militaire américaine ».

Au Yémen, est actuellement en action le Commandement suprême conjoint pour les opérations spéciales (Ussocom), assisté par la Cia et autorisé par le pouvoir exécutif de Sanaa. Mais, étant donnée la « fragilité de ce gouvernement autoritaire », l'administration Obama est préoccupée quant à un futur gouvernement qui ne serait pas en mesure, ou disposé, à soutenir les opérations étasuniennes. De ce fait, elle a chargé la Cia de construire la base secrète dans une localité moyen-orientale non identifiée, de façon à entreprendre « des actions couvertes sans l'appui du gouvernement hôte ».

Ceci confirme que l'administration Obama est en train d'intensifier la guerre secrète dans toutes ses variantes. Comme le déclare officiellement l'Ussocom, elle comprend : une action directe pour détruire des objectifs, éliminer ou capturer des ennemis ; une guerre non-conventionnelle conduite par des forces externes, entraînées et organisées par l'Ussocom ; une contre-insurrection pour aider des gouvernements alliés à réprimer une rébellion ; une opération psychologique pour influencer l'opinion publique étrangère de façon à soutenir les actions militaires étasuniennes. Ces opérations sont menées en se fondant sur des technologies de plus en plus avancées.

Entre dans ce cadre la décision de l'administration Obama, rendue publique par le New York Times, de créer à échelle mondiale « des réseaux ombre d'Internet et téléphonie mobile qui puissent être employés par les dissidents pour contourner la censure gouvernementale ». Le Pentagone et le Département d'Etat y ont jusqu'à présent investi au moins 50 millions de dollars. Ces réseaux sont réalisés au moyen de petites valises spéciales qui, une fois introduites dans un pays déterminé, permettent de communiquer avec l'étranger via des ordinateurs et téléphones portables, dans des modalités wireless et codées, évitant contrôles et interdits gouvernementaux.

La motivation officielle de Washington est de « défendre la liberté de parole et élever la démocratie ». Tout autres les objectifs. Les réseaux ombre. fournis seulement aux groupes dissidents utiles à la stratégie étasunienne (en Syrie, Iran et

quelques autres pays) et contrôlés par Washington, sont les plus adaptés à diffuser sur les media des informations fabriquées, pour des opérations psychologiques qui préparent l'opinion publique à de nouvelles guerres.

Manlio Dinucci

Edition de vendredi 17 juin de il manifesto

Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

Le 18 juin 2011

<http://www.ilmanifesto.it/area-abbonati/in-edicola/manip2n1/20110617/manip2pg/09/manip2pz/305085/>

3-3 Bill Van Auken : Les guerres sans fin de Washington.

L'armée américaine est en train de mener simultanément des campagnes d'attaque de missiles par drones, des bombardements, des opérations à des fins d'assassinats par les forces spéciales et des combats au sol dans cinq pays différents: Irak, Afghanistan, Pakistan, Libye et Yémen.

Le président Barack Obama qui doit en grande partie sa victoire électorale en 2008 à l'écoeurement populaire ressenti par des millions d'Américains à l'égard des guerres d'agression lancées par le gouvernement Bush en Afghanistan et en Irak, a plus que rempli les prédictions de George W. Bush concernant les « guerres du 21ème siècle. »

Il a surpassé son prédécesseur républicain en un point au moins.

Bush avait proclamé une doctrine infâme affirmant que l'impérialisme américain avait le droit de mener une guerre contre tout pays qu'il reconnaissait comme étant, maintenant ou n'importe quand dans l'avenir, une menace potentielle. Il adopta le principe de la « guerre préventive », une forme de guerre agressive pour laquelle les dirigeants du Troisième Reich encore vivants furent jugés à Nuremberg.

En justifiant la guerre contre la Libye, Obama a promulgué sa propre doctrine qui se passe même du prétexte d'une menace potentielle comme justification pour la guerre. Au lieu de cela, il affirme que les Etats-Unis sont dans leur droit de mener une guerre partout où ils jugent que leurs « intérêts et leurs valeurs » sont en jeu même si les objectifs de l'attaque ne représentent aucune menace concevable à la sécurité américaine.

Dans son discours sur la Libye, Obama a inclus parmi les inviolables valeurs américaines le « maintien du flux commercial », c'est-à-dire, le flux de profits dans les caisses des compagnies pétrolières américaines et d'autres grands groupes.

Même au moment où, il y a près de trois mois, des missiles de croisière pleuvaient sur la Libye, Obama avait cyniquement fait valoir que Washington avait lancé la guerre par crainte qu'une répression menée par le gouvernement libyen du colonel Mouammar Kadhafi éteindrait « le printemps arabe. »

Quelle hypocrisie! La véritable attitude de Washington à l'égard des aspirations démocratiques des peuples du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord s'est traduite sans ambiguïté dans une série d'actions survenues ses derniers jours.

Obama a accueilli à la Maison Blanche le prince héritier du Bahreïn, une dictature monarchique qui, avec le l'appui tacite des Etats-Unis et le soutien militaire ouvert du principal allié de Washington dans la région, l'Arabie saoudite, a impitoyablement réprimé un mouvement de masse en faveur de droits démocratiques, tuant des centaines de personnes, en emprisonnant des milliers d'autres et en torturant systématiquement les détenus.

Le prince est arrivé quelques jours à peine après que le régime eut ouvert un procès militaire contre des médecins et des infirmiers. Interpellés pour avoir traité des manifestants blessés par des forces de sécurité, ces travailleurs médicaux ont été contraints, à l'aide de chocs électriques et de bastonnades avec des planches pourvues de clous, de signer de faux témoignages.

Dans un communiqué officiel, Obama a « réaffirmé le ferme engagement des Etats-Unis à l'égard du Bahreïn » – dont le régime abrite la cinquième flotte américaine – en louant son monarque pour avoir embrassé le « dialogue » et la « réforme ». Le président américain a généreusement conseillé que « l'opposition et le gouvernement » – les torturés tout comme les tortionnaires – « doivent trouver un compromis pour forger un avenir juste pour tous les habitants du Bahreïn. »

Le New York Times a révélé que de l'autre côté de la péninsule arabe, les Etats-Unis « étaient en train d'exploiter un vide grandissant du pouvoir » créé par cinq mois de soulèvement de masse contre la dictature au Yémen, le pays le plus appauvri de la région, soutenue par les Etats-Unis pour y lancer une nouvelle guerre en recourant à des frappes de missiles tirés depuis des drones et à des attaques d'avions de combat.

Tout en étant prétendument dirigées contre des éléments d'Al Qaïda, tout indique que les attaques visent à sauver le régime du président Ali Abdullah Saleh, et ce tout en facilitant le départ du dictateur d'une présidence qu'il avait occupée durant 33 ans.

La première frappe relatée dans ce nouveau théâtre de guerre débutée par le Pentagone a tué au moins quatre civils ainsi que plusieurs prétendus « militants. »

En Libye, la guerre Etats-Unis/OTAN touche à la fin de son troisième mois avec une intensification des bombardements incessants menés pour terroriser et qui ont coûté la vie à des centaines de civils et à un nombre incalculable de soldats libyens. Washington et ses alliés européens ne cachent pas leur véritable objectif, qui est un « changement de régime », dans cette guerre lancée sous le prétexte cynique de protéger des civils, c'est-à-dire la mise en place d'un Etat fantoche garantissant la domination de l'impérialisme et des principales compagnies pétrolières occidentales.

C'est cela la véritable réponse de l'impérialisme américain au « printemps arabe » – une explosion du militarisme au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, une tentative désespérée d'étayer les dictatures servant ses intérêts dans la région, et une détermination à étrangler les luttes révolutionnaires des travailleurs et de la jeunesse arabe.

Ces nouvelles interventions militaires s'ajoutent aux guerres et aux occupations qui durent déjà depuis une décennie en Afghanistan et en Irak et qui, comme il apparaît de plus en plus clairement, doivent continuer indéfiniment.

Lors d'une audience de confirmation jeudi devant le Sénat, le directeur de la CIA, Leon Panetta, choisi par Obama pour remplacer le chef du Pentagone sortant, le secrétaire à la Défense Robert Gates, a reconnu qu'il était « tout à fait persuadé »

que le régime en Irak réclamerait prochainement que Washington maintienne des milliers de soldats américains sur le sol irakien après la date butoir du retrait des troupes, le 31 décembre 2011.

Panetta a clairement fait comprendre que Washington veut maintenir les troupes en lieu et sur place « pour s'assurer que les gains que nous avons fait en Irak soient maintenus. » Le fait que la grande majorité de la population irakienne pour qui l'occupation américaine a signifié la mort, la mutilation et le déplacement de millions de gens, veut que les 47.000 soldats américains quittent maintenant le pays est hors de propos.

L'homme que Panetta remplacera, le secrétaire à la Défense Gates, a souligné à maintes reprises au cours de ces derniers jours que la date butoir de juillet 2011 qu'Obama avait fixée pour le retrait d'Afghanistan ne devrait entraîner aucune réduction significative du déploiement des quelque 100.000 soldats américains.

Après la réunion du week-end avec les commandants militaires en Afghanistan, Gates a fait remarquer que tout retrait serait « modeste » en disant à Bruxelles aux ministres de la Défense de l'OTAN qu'il « n'y a aucune urgence de notre part pour un retrait. » Entre-temps, de nouvelles atrocités sont commises chaque semaine avec des victimes civiles causées au-delà de la frontière pakistanaise par des bombardements, des raids nocturnes menés par les forces spéciales et des attaques de missiles par drones.

Les travailleurs, les étudiants et la jeunesse aux Etats-Unis sont de plus en plus obligés de porter le fardeau d'une politique de guerre sans fin visant à forger un empire mondial servant les intérêts de l'oligarchie financière américaine. Une élection après l'autre et un sondage d'opinion après l'autre ont montré qu'une vaste majorité de la population est opposée à ces guerres, et pourtant cette opposition ne trouve pas son expression dans le système politique bipartite ou dans les médias qui sont à la botte des grandes entreprises.

Les travailleurs sont parfaitement conscients que des milliers de milliards de dollars sont dépensés pour ces guerres et pour le complexe militaire industriel américain, en dépit du fait que les gouvernements tant au niveau fédéral, qu'au niveau régional et local, dirigés tant par les Démocrates que les Républicains, disent qu'il n'est pas possible de trouver de l'argent pour financer des emplois, des salaires décents, les soins de santé, l'éducation ou des services sociaux vitaux.

De plus, la tentative de l'élite dirigeante américaine d'utiliser le militarisme pour pallier au déclin de sa position dans l'économie mondiale, engendre des tensions internationales de plus en plus dangereuses et une menace de guerres à venir encore plus sanglantes.

Alors même que l'hostilité à ces guerres s'accroît, les manifestations anti-guerre ont presque complètement disparus, asphyxiées qu'elles sont par une couche petite bourgeoise jadis de gauche qui soutient Obama et qui s'est en grande partie intégrée dans le Parti démocrate.

Un nouveau mouvement contre la guerre ne peut être construit que sur la base d'une rupture irrémédiable avec les Démocrates et une mobilisation indépendante de la classe ouvrière contre le gouvernement Obama et le système de profit capitaliste, source de guerre et de militarisme.

Bill Van Auken

Internationalnews

WSWS 16 juin 2011

(Article original en anglais paru le 11 juin 2011)

<http://www.internationalnews.fr/article-les-guerres-sans-fin-de-washington-par-bill-van-auken-76987181.html>

4 Annexe

4-1 Chérif BOUDELAL : Ben Laden est mort pour la dixième fois !

Vive Obama « le sauveur » du peuple américain US !

Chronique du monde arabe

(Ben Laden et le mensonge des USA, la Palestine, la Libye, la Syrie, le Yémen)

Encore un gros mensonge des USA qui ne peuvent plus tromper que les naïfs.

Ben Laden est mort pour la dixième et la dernière fois. Cette fois-ci c'est la bonne : on l'a jeté au fond de l'Océan afin de rassurer le peuple américain de sa mort définitive, il ne ressuscitera plus jamais. Désormais les enfants de l'Oncle Sam peuvent dormir sur les deux oreilles. Mais, une fois de plus les falsificateurs de preuves se sont plantés. La photo de Ben Laden, mort d'une balle dans l'œil, que les Pakistanais ont montrée confirme ce mensonge grossier. On peut remarquer que « le gibier » qu'on nous a présenté sur cette photo, Oussama Ben Laden est plus jeune que celui qu'on nous exhibe sur le portrait depuis 10 ans.

Et comment le monde peut-il croire encore ceux qui ont falsifié les preuves « des armes de destruction massive » pour justifier leur occupation de l'Irak, ceux qui ont détruit ce pays et assassiné tout un peuple pour s'emparer de ses richesses pétrolières ? Dès le début de cette affaire, c'est-à-dire depuis les attentats du 11 septembre 2001 jusqu'à maintenant, les dirigeants US n'ont pas cessé de mentir à leur peuple et au monde. Ceux qui ont caché la vérité à leur peuple sur les attentats du 11 septembre, qui se sont déroulés chez eux et fait 3000 morts, ne peuvent pas dire la vérité sur les crimes qu'ils commettent ailleurs.

Dans cette dernière opération, le premier mensonge c'est d'avoir affirmé qu'ils ont tué Oussama Ben Laden alors que la photo exhibée ne correspond pas au personnage. Le second mensonge c'est d'avoir dit qu'ils n'ont subi aucune perte lors de l'intervention, alors que les témoins oculaires affirment qu'un hélicoptère a été abattu. Le troisième mensonge c'est d'avoir présenté la maison où l'opération s'est déroulée comme une forteresse, alors que selon des journalistes qui ont visité les lieux, il n'en est rien. Et enfin, pourquoi ont-ils fait disparaître le corps en le jetant dans l'Océan ? La vraie raison serait

celle d'éviter de faire de sa tombe un lieu de pèlerinage, comme l'affirment les autorités US, ou bien celle de masquer le mensonge ? La raison la plus plausible est plutôt la seconde.

Obama voulait montrer à son peuple qu'il a réussi où Bush a échoué pour redorer son blason en vue d'un second mandat. Et pour montrer qu'il est soucieux de protéger les Américains, il va intensifier son terrorisme d'Etat à travers le monde musulman pour satisfaire le lobby sioniste qui planifie sa politique moyen-orientale. Une autre catégorie d'esclavagisme est née aux USA, celle des candidats à la présidence qui doivent d'abord signer leur allégeance à Israël au siège de l'AIPAC (*American Israel Public Affairs Committee*) avant de prétendre postuler au poste. Un examen obligatoire pour tous les présidents des USA. C'est bien là « la servitude volontaire » dont parle Jean Baumgarten dans son livre qui port le même titre.

Et le Pakistan dans tout ça ? Le gouvernement pakistanais, qui reçoit des milliards de subventions des USA, marche dans la combine de ses bailleurs de fonds tête baissée ; il accepte l'humiliation au point d'ouvrir ses frontières aux armées US, leur permettant d'utiliser son pays comme leur chasse gardée. Le gouvernement pakistanais nie avoir participé à cette opération ; il a même fabriqué un autre mensonge pour être crédible : il a prétendu que son armée a tiré sur deux hélicoptères US qui s'apprêtaient à franchir ses frontières avec l'Afghanistan, les obligeant à rebrousser chemin ! Le régime pakistanais, comme tant d'autres parmi les pays du tiers-monde, se vend comme du bétail pour une poignée de dollars.

Le monde arabe

Palestine : Les dirigeants du Fatah et du Hamas ont signé, ce mercredi 4 mai 2011 au Caire, l'accord de réconciliation « définitive ». Pour combien de temps ? Ceci reste un mystère. Le premier ministre israélien menace déjà, en intimant à l'autorité palestinienne de choisir entre Israël et Hamas ! Et l'administration Obama suit comme un caniche, considérant que Hamas est un mouvement terroriste. Ceux qui pratiquent le terrorisme d'Etat accusent ceux qui défendent leurs territoires des terroristes qui les occupent ; c'est le monde à l'envers. Les terroristes sont d'abord les USA et Israël ; ce sont eux qui occupent les pays des autres peuples et non l'inverse.

Le monde arabe bouge mais il reste fragile et instable. Bien que la Tunisie et l'Egypte aient déjà franchi le premier pas, le reste du monde arabe n'est pas encore libéré. Soutenus par les impérialistes, les régimes despotiques arabes s'accrochent au pouvoir, prêts à exterminer leurs peuples pour rester à leurs postes. A l'instar des vautours, les USA guettent les proies ; ils sautent sur ceux qui tombent les premiers pour les achever et assurer leurs bonnes relations avec les vainqueurs afin de s'assurer de préserver leurs intérêts avec les nouveaux dirigeants.

En Libye, on ne compte plus les morts et les blessés des deux côtés, en plus des victimes « collatérales » de l'OTAN parmi les populations civiles et les opposants armés au régime de Kadhafi. Bien sûr, ces victimes sont touchées « par erreurs ». Et le renard cherche un moyen pour entrer dans le poulailler afin de se servir à son aise. Des rumeurs disent que des négociations (secrètes) entre le gouvernement tunisien et l'OTAN sont en cours pour utiliser le sol tunisien en vue de faire entrer son armée en Libye et assurer une occupation en bonne et due forme. Les Algériens auraient déjà rejeté une telle proposition.

Au Yémen, le « Conseil » des pays du Golfe essaie de sauver Ali Abdallah Salah en lui assurant une sortie « honorable ». **En Syrie**, le régime fait un carnage pratiquement tous les jours depuis plus d'un mois. Les morts et blessés se comptent déjà par milliers selon les affirmations de certains Syriens recueillies par Aljazeera. Par ailleurs, les arrestations au sein des militants se multiplient, alors qu'ils ne demandent que leurs droits les plus élémentaires. Le régime syrien se cache derrière le conflit qui l'oppose à Israël pour légitimer sa répression contre ses ressortissants les accusant d'être au service des étrangers. Tous les prétextes sont bons pour les régimes arabes afin de justifier leurs crimes.

Chérif BOUDELAL

mardi 3 mai 2011

contact : immigrationstories@yahoo.fr

4-2 Chronologie de quatre mois de manifestations.

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les données des auteurs mais doit être vu comme information

27 janvier : Des milliers de manifestants se rassemblent à Sanaa, à l'appel de l'opposition, pour réclamer le départ de Saleh. Contre-manifestations organisées par le Congrès Populaire Général (CPG, au pouvoir)

2 février : Saleh promet des réformes et de ne pas briguer un nouveau mandat en 2013.

3 février : Des dizaines de milliers de manifestants à Sanaa pour réclamer un changement de régime.

20 février : L'opposition parlementaire se joint à la contestation lancée par des étudiants. Des milliers de personnes campent devant l'Université de Sanaa.

21 février : La contestation s'étend au nord chiite, avec des dizaines de milliers de manifestants à Saada. Les oulémas prohibent le recours à la force contre les manifestants.

25 février : D'importantes tribus se joignent à la contestation. De nombreux députés du CPG démissionnent.

1er mars : Saleh accuse Israël et les Etats-Unis d'orchestrer la révolte.

18 mars : 52 morts lors d'une attaque contre des manifestants à Sanaa. Cette tuerie attribuée à des partisans du régime marque la journée la plus sanglante.

21-22 mars : L'un des principaux chefs de l'armée, Ali Mohsen Al-Ahmar, annonce sa défection. Ralliement de dizaines d'officiers à la contestation et défections de diplomates.

23 mars : Saleh propose de partir fin 2011. L'opposition veut son départ immédiat.

21 avril : Le CCG propose à Saleh de démissionner 30 jours après la formation d'un gouvernement d'union.

20 mai : Des centaines de milliers de manifestants à travers le pays.

22 mai : Saleh refuse une nouvelle fois de signer l'accord du CCG, paraphé la veille par l'opposition, et met en garde contre une « guerre civile ». Les monarchies du Golfe suspendent leur médiation.

23 mai : La contestation prend un nouveau tournant avec des combats à Sanaa entre troupes pro-Saleh et partisans de Sadek Al-Ahmar, chef de la tribu des Hached.

24 mai : Combats avec des armes de tous calibres aux alentours de la résidence du cheikh Al-Ahmar et des bâtiments du ministère de l'Intérieur.

25 mai : Les partisans de cheikh Sadek contrôlent le siège de l'agence officielle Saba et de la compagnie aérienne Yemenia. Fermeture de l'aéroport de Sanaa. Barack Obama appelle Saleh à céder le pouvoir immédiatement.

26 mai : Combats sanglants entre partisans du cheikh Sadek et troupes fidèles à Saleh, accusé de chercher à entraîner le pays dans une guerre civile. Saleh ordonne l'arrestation de cheikh Sadek et de ses frères.

Sources:

www.newsyemen.net

www.Al-tagheer.com

www.Aljazeera.net

www.sabanews.net

www.alsahwa-yemen.net

www.marebpress.net

www.barakish.net

www.Reuters.net

[Cet article ne reflète pas nécessairement les vues des Nations Unies]

4-3 Chronologie des événements clés depuis le 18 mai.

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les données des auteurs mais doit être vu comme information

Quatre mois de protestations politiques n'ont pas réussi à forcer le président Saleh à démissionner.

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les données des auteurs mais doit être vu comme information

SANA'A, 27 juin 2011 (IRIN) –

18 mai : Un affrontement opposant des centaines de manifestants anti-gouvernement et la police ainsi que des casseurs soupçonnés d'être payés par le gouvernement fait quatre morts et 17 blessés à Taïz, à 250 kilomètres au sud de Sanaa.

20 mai : Des centaines de milliers de protestataires manifestent à Sanaa et dans 16 autres villes à l'occasion de ce qu'ils ont eux-mêmes appelé le « vendredi de l'alignement ». Des milliers de partisans pro-Saleh se rassemblent sur la place Al-Sabeen, à proximité du palais présidentiel de Sanaa.

22 mai : La jeunesse révolutionnaire et les soldats de la première division blindée ayant déserté l'armée du régime se rassemblent à Sanaa à l'occasion du 21^e anniversaire de l'unité entre le Nord et le Sud. Le secrétaire général du Conseil de coopération du Golfe (CCG) Abdellatif al-Zayani et d'autres diplomates arabes et étrangers sont évacués par hélicoptère de l'ambassade des Émirats arabes unis à Sanaa après un siège de 10 heures mené par des centaines de partisans pro-Saleh armés protestant contre la signature prévue du plan de transition du CCG par le président.

23 mai : Dans le quartier d'AlHasaba, au nord de Sanaa, des affrontements entre l'armée du régime et des fidèles armés de cheikh Sadek al-Ahmar, le leader de la confédération tribale des Hashed et l'un des principaux soutiens de la « révolution de la jeunesse », font trois morts et 25 blessés. Des centaines de familles fuient leur domicile.

25 mai : De nouveaux affrontements entre l'armée et les partisans d'al-Ahmar font quatre morts et plus de 10 blessés. La prise de contrôle de Zinjibar, la capitale du gouvernorat d'Abyan située à quelque 500 kilomètres au sud-est de Sanaa, par des groupes de militants soupçonnés d'être affiliés à Al-Qaïda, fait deux morts et plusieurs blessés.

26 mai : L'attaque des forces pro-Saleh contre les forces d'al-Ahmar à Sanaa après la prise de contrôle de plusieurs bâtiments publics par le leader tribal entraîne la mort d'au moins 44 personnes.

27 mai : Al-Ahmar annonce aux troupes rassemblées à Sanaa l'instauration d'un cessez-le-feu sur la ville entre ses forces et celle du président Saleh.

28 mai : Trois travailleurs humanitaires français sont portés disparus dans le gouvernorat d'Hadramaout, à environ 900 kilomètres à l'est de Sanaa.

29 mai : Plus de 50 manifestants sont tués et une douzaine d'autres blessés lors d'une attaque des forces pro-Saleh contre les tentes des protestataires installées sur la place de la Liberté, à Taïz. « Elles [les forces du régime] ont utilisé des tanks et des bulldozers contre les protestataires et brûlé leurs tentes. Certains corps carbonisés n'ont pas pu être identifiés », a dit Badea al-Qadasi, un témoin oculaire présent à Taïz, à IRIN.

30 mai : Des milliers de civils fuient Zinjibar en direction d'Aden et d'autres gouvernorats voisins en réponse à

l'intensification des frappes aériennes du gouvernement contre les groupes militants. Neufs civils auraient été tués dans les attaques.

31 mai : Les affrontements entre les partisans d'al-Ahmar et l'armée du régime gagnent le nord-est et le nord-ouest de Sanaa, faisant plus de sept morts. Des tirs de roquette visent le domicile d'al-Ahmar à Sanaa depuis les collines avoisinantes. À Taïz, des centaines de protestataires tentent de monter un nouveau campement sur la place de la Liberté. Les affrontements entre les manifestants et la police font sept victimes. À Abyan, 10 soldats auraient été tués lors d'affrontements avec des groupes de militants.

1er juin : À Taïz, des combats de rues opposant des membres de la garde républicaine menée par Ahmed, le fils du président Saleh, et des troupes tribales armées originaires des zones rurales du gouvernorat de Taïz, en représailles contre la répression menée par le gouvernement contre les manifestants (leurs enfants), font au moins cinq morts et plus de 10 blessés. De nouvelles tentes sont installées sur la place de la Liberté.

3 juin : Le président Saleh est blessé dans une attaque à la roquette contre le palais présidentiel. Sept de ses gardes du corps sont tués et de nombreux hauts fonctionnaires d'État grièvement blessés (parmi lesquels le Premier ministre, le président du Parlement et le président du Conseil de la Choura). Des centaines de milliers de protestataires anti-gouvernement manifestent à Sanaa et dans d'autres grandes villes à l'occasion de ce qu'ils ont eux-mêmes appelé le « vendredi de la fidélité aux martyrs de Taïz ». Le président Saleh accuse la famille d'al-Ahmar d'avoir tenté de l'assassiner.

4 juin : Le président Saleh s'envole pour l'Arabie saoudite pour y être soigné. L'Arabie saoudite annonce une trêve entre les fidèles d'al-Ahmar et les partisans de Saleh.

8 juin : Les partisans du président célèbrent le succès de son intervention chirurgicale avec des tirs en l'air à Sanaa, Dhamar, Hajja et Mahweet. Une personne est tuée et douze autres sont blessées par des balles perdues à Sanaa.

10 juin : Des dizaines de milliers de personnes descendent dans les rues de Sanaa et d'autres villes à l'occasion de ce que les manifestants ont eux-mêmes appelé le « vendredi de l'engagement envers les objectifs de la révolution pacifiste ». Ils réclament au vice-président Abd Rabbo Mansour Hadi, président intérimaire selon la Constitution, la formation d'un Conseil transitoire pour diriger le pays et l'organisation d'élections présidentielles. Les partisans pro-Saleh se rassemblent à Sanaa à l'occasion du « vendredi de la loyauté envers notre leader », comme ils l'appellent.

17 juin : Des centaines de milliers de protestataires manifestent à Sanaa et dans d'autres villes à l'occasion du « vendredi de la légitimité révolutionnaire ». Mohammed al-Mugbli, l'un des principaux leaders de la révolution de la jeunesse, déclare : « La formation d'un gouvernement de transition est l'unique option qui s'offre à nous à ce jour. »

21 juin : Des dizaines de milliers de personnes descendent dans les rues de Sanaa et d'autres villes pour réclamer au vice-président Hadi l'annonce d'un Conseil transitoire excluant la famille de Saleh. Le cheikh Sadek al-Ahmar envoie une lettre à Abdallah ben Abdelaziz, le roi d'Arabie saoudite, l'exhortant à empêcher Saleh de rentrer au Yémen en le mettant en garde contre la guerre civile que son retour pourrait déclencher.

22 juin : À Sanaa, Jeffrey Feltman, le sous-secrétaire d'État américain pour le Proche-Orient, s'entretient avec les dirigeants en place et les leaders de l'opposition au sujet de la transition du pouvoir. Plus de 60 détenus membres d'Al-Qaïda s'échappent de la prison du gouvernorat d'Hadramaout.

Sources :

www.newsyemen.net

www.Al-tagheer.com

www.Aljazeera.net

www.sabanews.net

www.alsahwa-yemen.net

www.marebpress.net

www.barakish.net

www.Reuters.net

[Cet article ne reflète pas nécessairement les vues des Nations Unies]

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19